

Dynamiques, enjeux et perspectives des conflits liés aux ressources naturelles face aux déplacements de populations dans la région de Diffa

Abdou Rhamane Ahmet, Doctorant
Kabirou Hassane Askou, Masterant
Harouna Mounkaila, Professeur Titulaire
Aïssétou Drame Yaye, Professeure Titulaire
Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger

Approved: 08 May 2026

Posted: 10 May 2026

Copyright 2026 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Ahmet, R.A., Hassane Askou, K., Mounkaila, H., & Drame Yaye, A. (2026). *Dynamiques, enjeux et perspectives des conflits liés aux ressources naturelles face aux déplacements de populations dans la région de Diffa*. ESI Preprints.

<https://doi.org/10.19044/esipreprint.5.2026.p304>

Résumé

La région de Diffa au Niger a été profondément touchée par l'insurrection de Boko Haram du nord-est du Nigeria et du bassin du lac Tchad, qui a entraîné d'importants mouvements de population vers cette zone. Des communes telles que Diffa et Mainé Soroa sont particulièrement touchées, dans un contexte déjà marqué par la rareté et la dégradation des ressources naturelles. Ces mouvements de population ont intensifié la pression sur les terres et l'eau, exacerbant la concurrence et les tensions entre utilisateurs. L'étude a analysé les liens entre les conflits liés aux ressources naturelles et les dynamiques de déplacement à l'aide d'une méthodologie mixte combinant des enquêtes quantitatives et des approches qualitatives. Les résultats montrent que les conflits à Diffa découlent d'une interaction complexe entre insécurité persistante, dégradation de l'environnement et pression démographique aggravée par les déplacements forcés. Les tensions les plus fréquentes concernent l'accès à la terre et aux ressources productives, en particulier entre agriculteurs et éleveurs, ainsi qu'entre communautés d'accueil et populations déplacées. Les déplacés développent des stratégies qui renforcent leur résilience mais exercent également une pression supplémentaire sur les ressources locales. L'étude a recensé plusieurs types

de conflits, allant des conflits internes aux conflits liés à la cohabitation et au partage des ressources. La gestion de ces conflits repose principalement sur des mécanismes coutumiers et religieux, tandis que l'intervention des institutions étatiques reste limitée et est parfois perçue comme inaccessible, ce qui sape la confiance de la population et la pérennité des mécanismes de régulation existants.

Mots clés : Région de Diffa, insécurité, conflits, déplacement

Dynamics, Challenges, and Prospects of Natural Resource– Related Conflicts in the Context of Population Displacement in the Diffa Region (Niger)

Abdou Rhamane Ahmet, PhD student
Kabirou Hassane Askou, Master's student
Harouna Mounkaila, Full Professor
Aïssétou Drame Yaye, Full Professor
Abdou Moumouni University, Niamey, Niger

Abstract

The Diffa region of Niger has been deeply affected by the Boko Haram insurgency in north-eastern Nigeria and the Lake Chad basin, leading to significant population displacement into the area. Municipalities such as Diffa and Mainé Soroa are particularly impacted, in a context already characterized by scarce and degraded natural resources. These population movements have intensified pressure on land and water, increasing competition and tensions among users. The study analysed the links between conflicts over natural resources and displacement dynamics using a mixed methodology that combines quantitative surveys and qualitative approaches. Findings show that conflicts in Diffa stem from a complex interplay of persistent insecurity, environmental degradation, and demographic pressure increased by forced displacement. The most frequent tensions concern access to land and productive resources, especially between farmers and herders, as well as between host communities and displaced populations. With limited access to traditional livelihoods, displaced people develop economic diversification strategies that strengthen their resilience but also add pressure on local resources. The study identifies several types of conflict, ranging from internal productive and social conflicts to conflicts over cohabitation and shared use of resources, to more marginal forms of tension. The management of these conflicts relies mainly on customary and religious

mechanisms, while the intervention of state institutions remains limited and is sometimes perceived as inaccessible, which undermines the confidence of the population and the sustainability of existing regulatory mechanisms.

Keywords: Diffa Region, insecurity, conflicts, displacement

Introduction

De Boko Haram à la guerre en Centrafrique, les insécurités constituent un facteur majeur de recompositions des sociétés dans le bassin du lac Tchad (Emmanuel & *al.*, 2020). La région de Diffa, située à l'extrême sud-est du Niger, est une zone stratégique du bassin du lac Tchad caractérisée par un climat sahélien semi-aride, une forte dépendance des populations aux ressources naturelles et une économie largement basée sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Depuis 2015, la région est confrontée à une crise multidimensionnelle résultant à la fois de l'insécurité liée aux attaques du groupe armé Boko Haram, de la dégradation des conditions environnementales due au changement climatique, et de la pression démographique engendrée par les déplacements forcés de populations. Selon les derniers chiffres du recensement au 30 avril 2024 par OCHA (2024), la région de Diffa compte 342 686 personnes en situation de déplacement forcé, soit une augmentation de 8% comparativement à 2023 à la même période. Les communes de Diffa et Mainé Soroa totalisent à elles seules plus de 117 000 déplacés, soit environ 35% du nombre total de personnes en situation de déplacement dans la région de Diffa, la principale cause de ces déplacements demeurant l'insécurité.

La pression démographique engendrée par les déplacements forcés de populations exacerbe la compétition pour l'accès aux ressources naturelles déjà limitées. Cette compétition se traduit par des tensions récurrentes, qui peuvent fragiliser la stabilité locale. Dans ce contexte, marqué par l'insécurité, le changement climatique et la pauvreté structurelle, les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles se multiplient entre communautés hôtes, déplacées et autres acteurs locaux. Ces tensions, lorsqu'elles ne sont pas efficacement gérées, peuvent dégénérer en conflits ouverts, compromettant la cohésion sociale et freinant les efforts de développement et de paix dans la région.

Pourtant, malgré l'ampleur du phénomène, peu d'études approfondies ont analysé de manière intégrée la relation entre conflits pour les ressources naturelles et déplacements de populations à Diffa.

La présente étude est menée pour disposer d'une meilleure compréhension des conflits liés aux ressources naturelles dans un contexte d'insécurité marqué par les déplacements des populations, afin d'identifier des pistes de solution vers une gestion concertée et durable des ressources.

L'objectif général assigné à ce travail est de comprendre l'interconnexion entre les conflits liés aux ressources naturelles et les déplacements de populations dans la région de Diffa, dans un contexte de guerre complexe avec des groupes armés.

Il s'agit de trouver des réponses aux questions de recherche suivantes :

- Comment les déplacements de population affectent-ils les conflits liés à l'exploitation des RN ?
- Les mécanismes de résolution de conflits existants dans la région de Diffa sont-ils efficaces et adaptés pour gérer les conflits liés à l'exploitation et la gestion des ressources naturelles ?

Les réponses à ces questions feront l'objet de vérification de trois (3) hypothèses dont :

- Les déplacements de populations ont aggravé les conflits liés aux ressources naturelles ;
- Les conflits sur la gestion des ressources naturelles dans la région de Diffa sont principalement causés par la compétition pour l'accès aux terres et à l'eau ;
- Les mécanismes de résolution de conflits liés aux ressources naturelles existants dans la région de Diffa sont insuffisants et doivent être renforcés.

Les informations collectées permettront d'apporter une contribution (i) dans la compréhension de la dynamique des conflits dans une zone affectée par des déplacements de populations, et (ii) dans la définition de méthodes plus efficaces et adaptées de gestion de ces conflits.

Méthodes

Présentation de la région de Diffa

Les communes de Diffa et Mainé Soroa ont été choisies parce qu'elles hébergent environ 35% des personnes déplacées de la région de Diffa, et en prenant en compte leur relative accessibilité pour mener des enquêtes. Les deux sites choisis (Guidan Kadji et Maréma-Kimeri) sont à proximité de la frontière nigériane. Ces localités ont accueilli massivement les déplacés internes. Les sites de Guidan Kadji et de Maréma-Kimeri ont été retenus en raison de leur forte exposition aux dynamiques conflictuelles et à l'accueil des populations déplacées. La comparaison permet d'illustrer deux configurations distinctes de la crise : l'une centrée sur la pression agricole et foncière, l'autre sur la cohabitation hôtes-déplacés.

La région de Diffa, localisée au Sud-Est du Niger, est comprise entre 10° 30' et 15°35' de longitude Est, 13°04' et 18°00' de Latitude Nord (CRD, 2015). Elle est limitée à l'Est par la République du Tchad, à l'Ouest par la région de Zinder, au Nord par la région d'Agadez et au sud par la

République Fédérale du Nigéria (CRD, 2015). La région de Diffa compte douze communes dont trois urbaines (Maïne Soroa, N'Guigmi et Diffa) et neuf rurales à savoir : Goudoumaria, N'guelbeyli, Foulatari, Chétimari, Gueskérou, Toumour, Bosso, Kablewa et N'Gourti. (INS, 2016).

Elle couvre une superficie de 156 906 km² soit 12,4% du territoire national. Son relief présente un vaste plateau constitué par les ergs du Manga et du Tintouma dominés par les rares massifs granitiques d'Agadem, de Termit et de Djadjiri. Ce plateau évolue vers le bassin du lac Tchad au sud, où s'étend la plaine de la rivière Komadougou Yobé, frontière naturelle avec le Nigéria. La région de Diffa présente un relief composé de plaines dunaires et de plateaux caractérisés par des formations lacustres et alluviales dans la partie sud de la région et des formations éoliennes dans le nord. Ainsi, la majorité de la population est concentrée dans la bande sud de la région. (Laouali & *al.*, 2018).

D'un point de vue climatique la région se situe dans la zone saharienne (3/4 du département de N'Guigmi) et dans la zone Nord sahélienne (la partie méridionale). La région de Diffa renferme d'importantes ressources en eau souterraine localisées dans trois principales entités hydrogéologiques : (INS, 2016).

- La nappe phréatique du Manga ou nappe du quaternaire, d'une superficie estimée à 150.000 km² a une profondeur moyenne de 0 à 50 m et des débits spécifiques variant de 1 à 3 m³/h/m de rabattement avec une valeur moyenne de 4,1 m³/h/m.
- La nappe du Pliocène est artésienne, localement jaillissante et d'une grande extension dans la région. La limite occidentale passe à l'Est de Goudoumaria. A l'Est, elle semble se prolonger jusque vers les pays bas Tchadiens. Au sud elle se poursuit jusqu'à la ligne Maiduguri-Geidam, au Nigéria.
- La nappe artésienne du pliocène reste profonde et est supposée être fossile. Le débit spécifique varie de 0.3 à 2 m³/h/m. Le débit des forages artésiens varie de 0.01 à 82 m³/h avec une médiane de 8m³/h.

Les ressources en eau de surface de la région sont constituées par la Komadougou Yobé, le lac Tchad, et un chapelet de mares. Le Lac Tchad couvre une superficie d'environ 2 000 km² dont 2% seulement en territoire nigérien et ne fait plus que des incursions sporadiques depuis 1984. Il est principalement alimenté par le fleuve Chari et la rivière El Beid dans sa partie australe et par la Komadougou dans sa partie septentrionale. Ces trois cours d'eau contribuent pour près de 90% aux apports en eau, dont seulement 1% pour la Komadougou.

Commune Urbaine de Diffa

La Commune Urbaine de Diffa est située à 1 360 km de Niamey, la capitale du Niger et est comprise entre 10° 30' et 15°35' de longitude Est, 13°04' et 18°00' de Latitude Nord. Elle s'étend sur un rayon de 20 Km de part et d'autre du chef-lieu de la commune et chef-lieu de la région en même temps. La commune de Diffa couvre une superficie d'environ 229 km². Elle est bordée à l'Est et au Nord par la Commune Rurale de Gueskéro et à l'Ouest par la commune rurale de Chétimari. Au Sud elle est limitée par l'Etat de Bornou (République Fédérale du Nigeria) avec la rivière Komadougou Yobé servant de frontière naturelle sur plus de 20 km (CODN, 2020).

La commune compte 23 villages administratifs rattachés et 6 quartiers, avec une population estimée à 67.882 habitants dont hommes 34.661 hommes (51,06 %) et 33.221 femmes (48,94) (GGI Journal, Mai 2023). La commune est limitée à l'Est et au Nord par la commune Rurale de Gueskerou et à l'Ouest avec celle de Chétemari. Au Sud, elle est limitée par la République Fédérale du Nigeria (Etat de Maiduguri) sur plus de 20 km, avec une frontière matérialisée par la rivière Komadougou Yobé (Mamane, 2018). Les Kanouris et les Peulhs sont les ethnies majoritaires. A ces deux ethnies s'ajoutent des Arabes, des Toubous, des Haoussas, des Touaregs et des Zarma (PDC/CUD, 2014).

Commune Urbaine de Maïné Soroa

La Commune Urbaine de Maïné Soroa est située entre les longitudes Est 11° 18' à 12° 18' et latitudes nord 13° 06' à 13° 57', dans la partie Sud-Ouest de la Région de Diffa, à l'extrême Sud-est du pays sur la route nationale N°1. Au plan spatial, elle correspond au canton de Maïné Soroa. Elle compte 300 villages et tribus regroupés au sein de neuf (9) secteurs et de deux groupements peulh (Ambouram Ali et Mellari). Au plan territorial, la commune de Maïné Soroa fait frontière :

- à l'Est avec la Commune Rurale de Chétimari ;
- au Nord avec la Commune Rurale de Foulatari,
- à l'Ouest avec celle de Goudoumaria, et au Sud avec la République Fédérale du Nigeria (Etats de Yobé et Borno) sur plus de 30 km, matérialisée par la rivière Komadougou Yobé. La superficie de la commune de Maïné Soroa est de 2 892 km², soit 17,71% de la superficie du département et 4,63% de la superficie totale de la Région de Diffa (PDC Maïné Soroa, 2019). La Commune Urbaine de Maïné Soroa, est dans la partie Sud-Ouest de la Région de Diffa, à l'extrême Sud-est du Niger sur la route nationale N°1.

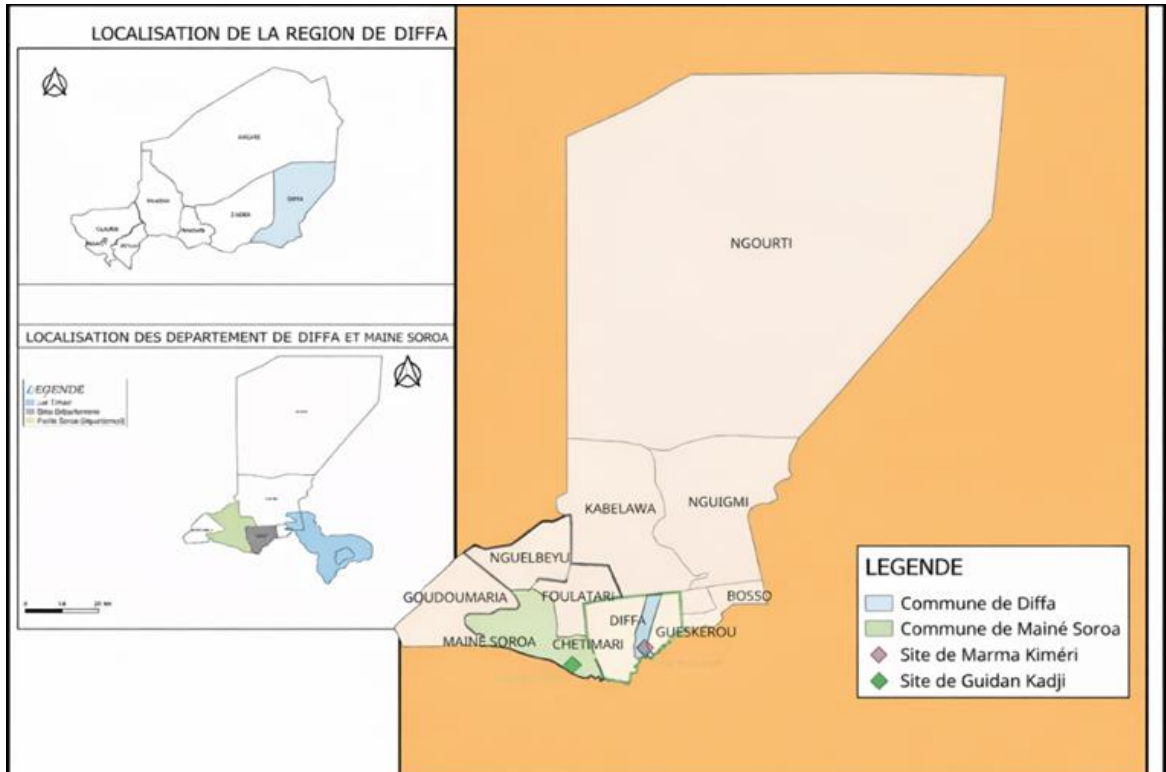


Figure 1 : Localisation des communes Urbaines de Diffa et Mainé Soroa dans la région de Diffa

Échantillonnage

Ménages au sein des populations déplacées et hôtes des sites de Guidan Kadji et Marma-Kimeri :

A ce niveau, le ménage a été considéré comme unité à enquêter et les Chef de Ménages ont ainsi été enquêtés. Les personnes enquêtées individuellement l'ont été en ayant à l'esprit la représentativité de toutes les couches, mais aussi et surtout en fonction de leur disponibilité.

L'échantillon a été calculé en utilisant la formule statistique d'échantillonnage pour population finie ci-dessous (Cochran, 1977) :

$$n = \frac{t_p^2 * P(1-P) * N}{t_p^2 * P(1-P) + (N-1) * y^2}$$

Avec :

- n : taille de l'échantillon à calculer.
- N : dimension de la population cible (nombre de ménages déplacés estimés lors du passage sur les deux sites).
- P : proportion attendue d'une réponse de la population ou proportion réelle. Si l'enquête se concentre uniquement sur un seul critère (et qu'une étude a déjà été menée sur le sujet, fournissant un résultat

quantifié, la proportion est donnée par le résultat précédemment obtenu, ou par le résultat attendu. Dans le cas d'une étude à critères multiples ou lorsque aucune autre recherche n'a été effectuée, le taux est fixé à 0,5 par défaut, ce qui permet d'obtenir l'échantillon le plus large possible. Dans ce cas précis, c'est le taux de 0,5 qui a été considéré.

- t_p : Intervalle de confiance d'échantillonnage fixé à 95%.
- y : marge d'erreur de l'échantillon (5%).

Dans notre cas précis la taille de la population (N) est de 500 ménages. La proportion attendue (P) est prise par défaut, soit 0,5. L'intervalle de confiance (t_p) est fixé à 95% et la marge d'erreur (y) à 5%. Ainsi la taille de l'échantillon est de :

$$n = [0,95 * 0,95 * 0,5 * (1 - 0,5) * 500] / [0,95 * 0,95 * 0,5 * (1 - 0,5) + (500 - 1) * 0,05 * 0,05] \\ = 112,81 / 1,47 = 76.$$

Compte tenu des difficultés opérationnelles dans la collecte des données sur le terrain à cause de l'insécurité qui limite la présence sur les sites (seulement certains jours d'accalmie et 2 à 3 heures de présence par jour sur le terrain), 60 ménages choisis au hasard ont pu être enquêtés en raison de 30 ménages déplacés et 30 hôtes sur les 2 sites. Dans chaque ménage, conformément à la méthode adoptée, une personne (chef de ménage de préférence) a été enquêtée.

Bien que l'échantillon de 60 ménages soit légèrement inférieur au seuil calculé (76), cette limite a été compensée par une triangulation méthodologique combinant enquêtes individuelles, entretiens semi-directifs et discussions de groupe, renforçant la fiabilité des résultats.

✓ Focus Group communautaires

En plus des questionnaires individuels adressés aux chefs de ménages déplacés et hôtes, vingt-deux (22) focus group, comptant en moyenne quinze (15) participants chacun ont été conduits. Il s'agit de :

- Dix (10) focus groupes à Guidan Kadji comprenant trois (3) groupes d'hommes (un groupe d'hôtes et deux groupes de déplacés), trois (3) groupes de femmes (un groupe d'hôtes et deux groupes de déplacées), ainsi que quatre (4) groupes de jeunes (un groupe de jeunes filles déplacées, deux groupes de jeunes garçons déplacés et un groupe de jeunes garçons hôtes).
- Douze (12) focus groupes à Marma-Kimeri, incluant quatre (4) groupes d'hommes (1 groupe d'hôtes et 3 groupes de déplacés), quatre (4) groupes de femmes (1 groupe d'hôtes et 3 groupes de déplacées),

et quatre (4) groupes de jeunes (1 groupe de jeunes garçons hôtes et trois groupes de jeunes garçons déplacés).

✓ **Entretiens semi directifs individuels**

Au total dix-neuf entretiens semi directifs individuels ont été conduits comme suit :

- Aux niveaux départemental et communal, trois (3) entretiens ont été conduits avec respectivement le Secrétaire General (SG) de la préfecture de Mainé Soroa, le Secrétaire General de la préfecture de Diffa et le 2^e Adjoint au Maire de la commune Diffa ;
- Au niveau communautaire sept (7) entretiens ont été effectués avec les leaders communautaires à savoir deux (2) à Guidan Kadji, avec le chef du village hôte et le chef des déplacés et cinq (5) à Marmakimeri, avec le chef du village, le chef du quartier, l'imam du village et deux (2) chefs des déplacés.
- Neuf (9) services techniques de l'Etat (STD) ont également été interviewés :
 - A Mainé Sorora, ce sont les Directeurs départementaux de l'Environnement, de l'élevage et de l'agriculture, un Agent de la Direction Départementale du Plan et le Directeur Adjoint Départemental de l'Hydraulique qui ont été interviewés.
 - A Diffa, un Colonel de Eaux et Forêts relevant de la direction départementale de l'environnement, le Chef Service Conflit à la Direction Régional de l'Elevage, le Directeur Régional de l'Agriculture et un Agent de la direction de l'hydraulique ont été interviewés.

Collecte des données

Les données ont été recueillies dans les communes de Diffa (Marmakimeri) et Mainé Soroa (Guidan Kadji).

La collecte des informations a été effectuée avec l'appui des guides volontaires qui ont aussi servi d'interprètes auprès des personnes ne parlant que le kanuri. Elle s'est déroulée les outils énumérés plus haut. Initialement, il était prévu que les données soient collectées sur la Tablette avec Kobo collect, mais cela n'a pas été possible compte tenu de la sensibilité de la zone en raison de l'insécurité, où l'utilisation des téléphones est souvent interprétée comme une collaboration avec l'armée contre les groupes armés. Ainsi, à la place des tablettes, des questionnaires sur papier ont été utilisés.

En plus, les matériels ci-dessous ont été utilisés sur le terrain :

- Un appareil photo pour la prise des vues ;
- Un GPS (Global Positioning System);

- Un ordinateur portable pour la rédaction ;
- Logiciels : Excel, SPSS et R-4-4-0 pour le traitement des données ;
- Un logiciel QGIS pour la cartographie

En ce qui concerne les données brutes globales sur les personnes déplacées, elles ont été tirées des situations périodiques établies par la OCHA et/ou la Direction Régionale de l'Etat civil de Diffa.

Analyse et traitement des données

Les données collectées ont été saisies sur SPSS. Elles ont ensuite été dépouillées, et les informations recueillies ont permis de faire une analyse descriptive ; analyses bivariées (test de Khi-deux et test de Fisher) et analyses multivariées (Analyse Factorielle de Correspondance (AFC simple) et Analyse en Composante Principale (ACP)) à l'aide des logiciels Excel ; SPSS et R-4-4-0.

L'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) a été utilisée pour explorer les relations entre variables qualitatives (types de conflits et acteurs impliqués). L'Analyse en Composantes Principales (ACP) a permis de réduire la dimensionnalité des données et de visualiser les proximités entre différentes catégories de conflits. Enfin, les tests statistiques de χ^2 et de Fisher ont été utilisés afin de vérifier la significativité des associations observées entre les variables, garantissant ainsi la robustesse des analyses.

La triangulation méthodologique, combinant des données quantitatives, qualitatives et participatives, a permis de croiser les perceptions individuelles avec les discours institutionnels et communautaires. Cette approche intégrée renforce la validité interne des résultats et limite les biais liés à une seule source d'information.

Limites et difficultés rencontrées

Comme toute recherche en contexte de crise sécuritaire, cette étude présente certaines limites.

- L'échantillonnage a été restreint par les contraintes d'accès à certains villages, ce qui peut introduire un biais de représentativité.
- L'accès limité en raison de l'insécurité : le temps passé sur les sites est limité, et si des informations sécuritaires alarmantes ont circulé, le travail est suspendu pour quelques jours.
- La barrière linguistique avec les Kanouri, les peulhs.
- L'indisponibilité de certains leaders communautaires et des populations, surtout hôtes en raison de la période des travaux.

Certaines limites doivent toutefois être mentionnées : l'accès restreint à certaines zones pour des raisons sécuritaires, la possible sous-déclaration de conflits sensibles par les enquêtés, ainsi que le risque de biais de genre dans les discussions collectives.

Résultats

Mouvements de populations dans la zone d'étude

Évolution du nombre de personnes déplacées dans la zone d'étude

La figure 2 présente l'évolution du nombre de personnes déplacées de 2016 à 2024 dans les communes de Diffa et Mainé Soroa. Cette figure montre que de 2016 à 2024, la population de personnes déplacées est passée respectivement de 11 683 à 23 163 dans la commune de Mainé Soroa, et de 18 760 personnes à 94 277. Selon les services techniques interviewés, cette forte hausse est en lien avec la remontée du conflit vers les communes de Gueskérou et Toumour voisines, ainsi que vers le centre Est de la commune de Diffa, qui accueillait jusque-là des déplacés de Bosso ainsi que des réfugiés en provenance du Nigeria. Une partie de ces populations s'est redéplacée vers la ville de Diffa et ses alentours, perçus comme des lieux plus sûrs et offrant un environnement urbain plus favorable. Les entretiens confirment que près de la moitié des enquêtés sont en déplacement depuis 6 à 10 ans, et ont transité par plusieurs sites au rythme de l'évolution de la menace sécuritaire. D'autres catégories (27 % déplacés récents, 23 % réfugiés/retournés) traduisent la diversité des trajectoires, certaines remontant aux premières attaques de Boko Haram (2009–2014).

La tendance globale dans la commune de Diffa présente une croissance exponentielle du nombre de déplacés. On passe d'environ 20 000 personnes en 2016 à un pic de plus de 100 000 en 2023, avant une légère baisse en 2024 (~95 000). Cette baisse peut être liée à :

- des retours volontaires ou assistés des déplacés vers leurs zones d'origine ;
- des mouvements secondaires vers d'autres régions/communes et/ou vers le Nigéria ;
- une amélioration relative de la sécurité dans certains secteurs.

La commune de Mainé Soroa connaît une évolution beaucoup plus modérée et linéaire, passant de 10 000–12 000 déplacés en 2016 à environ 20 000 en 2024.

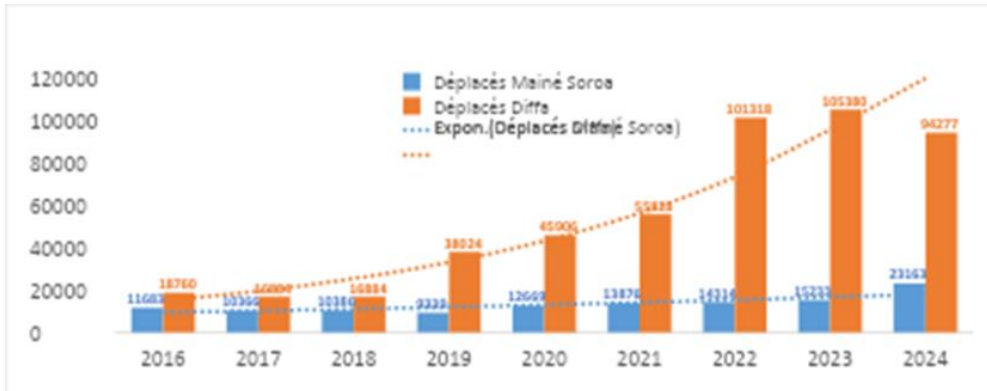


Figure 2 : Evolution des Populations Déplacées (Réfugiés, PDI et Retournés) de 2016 à 2024

La figure 3 montre la présence de trois (3) principaux types de déplacés qui sont les Réfugiés, les Populations déplacées internes (PDI) et les Retournés sur chacun des sites. A Mainé Soroa, il y a plus de retournés et réfugiés qu’à Marma Kiméri (Diffa). En effet le site, depuis son implantation a accueilli plus de retournés et de réfugiés en provenance de Gaidam au Nigéria, plutôt que des déplacés, la commune de Mainé Soroa ayant subi moins d’attaques armées que la commune de Diffa par ailleurs. Pour les mêmes raisons et à cause de l’afflux des déplacés provenant des autres communes de l’Est et du Nord-Est proches du lit du Lac Tchad (Bosso, Toumour, Kabléwa, Gueskérou), la proportion de PDI est plus importante à Diffa.

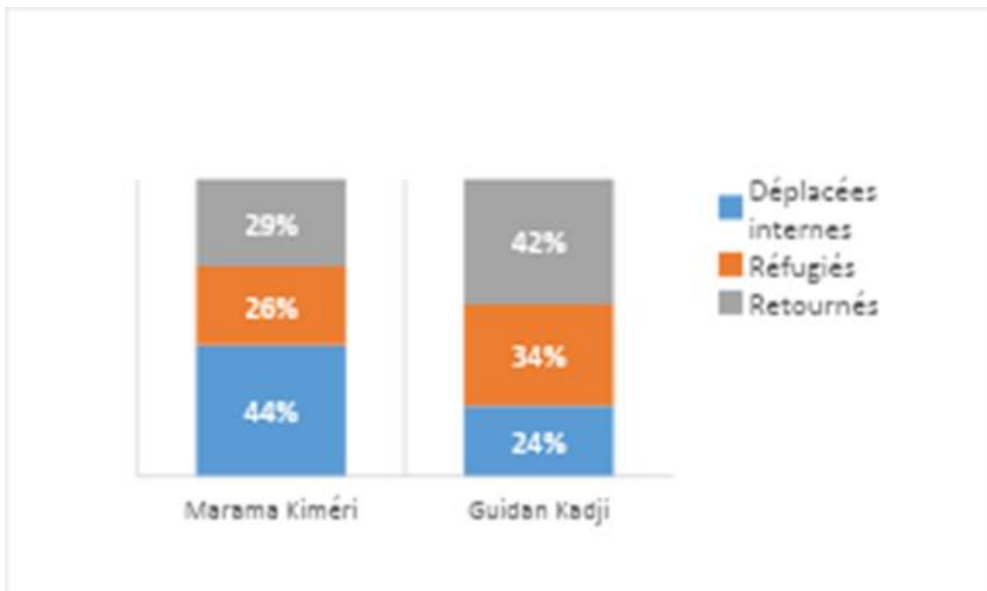


Figure 3 : Répartition des personnes par type de déplacement

Les résultats des enquêtes ressortent que l'insécurité est la cause principale des déplacements, en lien avec les attaques de Boko Haram et d'autres groupes armés (mentionné par l'ensemble des personnes enquêtées). Les violences rapportées incluent des tueries, des enlèvements contre rançon, des extorsions, des vols et des violences sexuelles. À ces violences s'ajoute une dégradation continue des moyens d'existence, entraînant une précarité extrême et un état de pauvreté absolue. Malgré l'assistance humanitaire, les besoins essentiels en alimentation, santé et eau restent largement insatisfaits.

Impacts socio-économiques

Le tableau 1 présente les résultats des enquêtes sur le terrain sur les activités principales des ménages enquêtés chez les hôtes et chez les déplacés.

Tableau 1 : Principales activités des ménages enquêtés par statut

Communes	Statut du ménage	Agriculture pluviale	Bonne	Chômage	Commerce	Commerce des animaux	Elevage	Manoeuvrage	Pêche	Pharmacopée	Vente de bois	Culture de contre saison
Mainé Soroa	Déplacés	40%	13%	7%	20%	7%		7%		7%		
	Hôtes	73%			7%		7%			7%	7%	
Diffa	Déplacés	13%		27%	20%			13%	27%			
	Hôtes	93%										7%

L'analyse du tableau met en évidence des dynamiques différenciées entre populations déplacées et les communautés hôtes dans les sites de Guidan Kadji (Mainé Soroa) et de Marma-Kimeri (Diffa).

À **Mainé Soroa**, l'agriculture constitue l'activité principale, pratiquée par 40 % des ménages déplacés et 73 % des ménages hôtes. Toutefois, chez les déplacés, en dépit d'une proportion de 7% de personnes qui n'exercent aucune activité, on distingue une certaine diversification de leurs stratégies économiques, incluant le commerce (27 %), les domestiques ou employés de maison (bonnes) (13 %), la main d'œuvre (7 %) et la pharmacopée (7%). En comparaison, les hôtes présentent une forte concentration sur l'agriculture, avec une participation marginale à d'autres secteurs économiques comme le commerce, l'élevage, la pharmacopée et la vente de bois pratiquées par 7% des ménages.

À **Diffa**, ce contraste est encore plus marqué : les hôtes sont engagés exclusivement dans l'agriculture pluviale (93%) et de contre-saison (7 %). Chez les déplacés, un peu plus d'un quart n'exerce pas d'activité et dépend pour l'essentiel de l'assistance humanitaire. Toutefois, les déplacés adoptent une stratégie de diversification beaucoup plus poussée avec 27 % qui ont le commerce comme activité principale, l'élevage 20 %, la vente de bois 27 % et la pharmacopée 13 %, tandis que leur participation à l'agriculture demeure limitée (13 %). La pêche est une activité exclusive des déplacés de Diffa. Cette situation s'explique notamment par le fait que ces derniers proviennent

des zones du lac Tchad et de la Komadougou où cette activité est fortement pratiquée.

Ces résultats suggèrent une spécialisation agricole prononcée chez les communautés hôtes, traduisant une forte dépendance à la terre comme ressource productive, tandis que les déplacés tendent à se tourner vers des activités alternatives. Cette diversification peut être interprétée comme une stratégie d'adaptation face à des contraintes structurelles, notamment l'accès limité aux terres agricoles. Si elle contribue à réduire la compétition directe sur les ressources foncières, elle expose néanmoins les déplacés à une insertion accrue dans des activités précaires, souvent associées à une exploitation intensive des ressources naturelles, telles que la vente de bois ou la pêche. Ainsi, l'analyse met en lumière non seulement la disparité des moyens de subsistance entre déplacés et hôtes, mais aussi les risques socio-économiques et environnementaux qui découlent de ces stratégies différenciées, en particulier dans un contexte de pression croissante sur les ressources locales.

Mainé Soroa illustre un contexte où déplacés et hôtes partagent une orientation forte vers l'agriculture, ce qui pourrait favoriser une certaine convergence économique mais aussi générer des tensions liées à la disponibilité foncière. Les déplacés y maintiennent cependant une marge de diversification par le recours au commerce et quelques activités temporaires, suggérant une adaptation à des opportunités locales spécifiques. À l'inverse, Diffa met en évidence une divergence nette : les hôtes demeurent ancrés dans une logique agricole traditionnelle quasi exclusive, tandis que les déplacés développent des stratégies de survie plus variées, fondées sur le commerce, l'exploitation forestière et l'élevage. Ce contraste reflète non seulement des différences d'accès aux ressources mais également des logiques différenciées de cohabitation économique, les déplacés étant contraints d'investir des secteurs souvent perçus comme marginaux ou risqués, là où les populations hôtes restent centrées sur la terre.

Le tableau 2 ci-dessous présente un aperçu des activités principales par sexe chez les déplacés et les hôtes.

Tableau 2 : Principales activités des ménages enquêtés par sexe

Statuts	Sexes	Agriculture	Bonne	Chômage	Commerce	Commerce des animaux	Elevage	Manoeuvrage	Pêche	Pharmacie	Vente de bois	Culture de contre saison
Déplacé	Feminin		18%	9%	55%			9%	9%			
	Masculin	42%		21%		5%		11%	16%	5%		
Hôte	Feminin	88%								6%	6%	
	Masculin	79%			7%		7%					7%

Chez les déplacés, les femmes semblent privilégier le commerce (55 %), suivi du travail d'employées de maison (bonne) compte tenu de leur proximité avec la ville de Diffa, et dans une moindre mesure, la main

d'œuvre et la pêche. Les hommes déplacés, en revanche, sont davantage orientés vers l'agriculture (42 %), mais pratiquent également la pêche (16 %), la main d'œuvre (11%), le commerce d'animaux (5 %) et la pharmacopée (5%). Cette répartition souligne une nette différenciation genrée des stratégies de subsistance au sein de la population déplacée : les femmes se tournent davantage vers le secteur commercial, alors que les hommes maintiennent une base agricole, combinée à une diversification dans des activités secondaires. Le chômage n'est ressorti que chez les déplacés, mais plus élevé chez les hommes (27%) contre 9% chez les femmes.

Chez les hôtes, la situation diffère sensiblement. Les femmes s'investissent massivement dans l'agriculture (88 %), avec une faible présence dans la pharmacopée (6 %) et la vente de bois (6 %). Les hommes hôtes, eux aussi, restent largement dépendants de l'agriculture (79 %), mais s'ouvrent marginalement au commerce (7 %), à l'élevage (7 %) et à la culture de contre-saison (7 %). Dans ce groupe, la différenciation entre genre est moins marquée que chez les déplacés.

Ces résultats mettent en lumière des dynamiques contrastées. Chez les déplacés, on observe une polarisation genrée : les femmes privilégient le commerce, probablement en raison des contraintes d'accès aux terres, tandis que les hommes combinent agriculture et activités alternatives, traduisant une adaptation aux opportunités disponibles. Mais une proportion importante des hommes et femmes déplacés sont sans activités et dépendent de l'assistance humanitaire. À l'inverse, chez les hôtes, hommes et femmes partagent une orientation commune vers l'agriculture, signe d'une forte dépendance à la terre et d'un ancrage dans une économie traditionnelle.

Ce contraste révèle à la fois la résilience différenciée des déplacés, qui diversifient leurs sources de revenus en fonction du sexe, et la stabilité économique des hôtes, dont les moyens de subsistance restent concentrés sur l'agriculture, avec des variations marginales.

Conflits liés aux ressources naturelles dans la zone d'étude

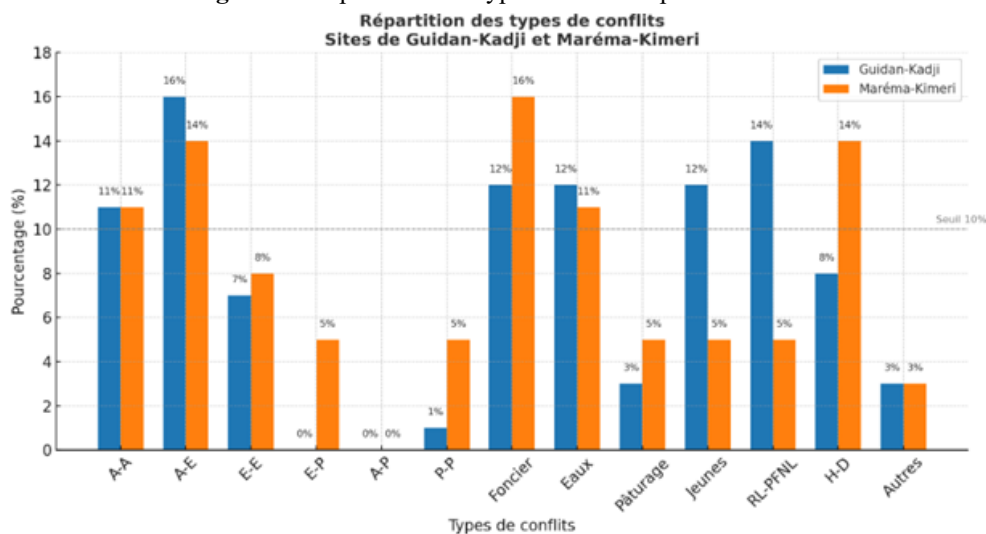
Les résultats de l'étude montrent que les conflits liés aux ressources naturelles dans la région de Diffa ne relèvent pas de phénomènes isolés, mais s'inscrivent dans des dynamiques structurelles où s'entrecroisent pression foncière, insécurité persistante et recomposition sociale induite par les déplacements forcés de populations. L'analyse met en évidence une diversité de formes de conflits, dont la fréquence et l'intensité varient selon les contextes locaux, les catégories d'acteurs et les types de ressources mobilisées. À travers une approche combinant analyses descriptives et multivariées, ce chapitre met en lumière les principaux pôles de conflits, leurs causes spécifiques, leurs conséquences sur les communautés et les ressources, ainsi que les logiques différenciées de gestion et de règlement

mobilisées par les acteurs institutionnels et communautaires. Ces résultats soulignent le caractère systémique des tensions observées et la nécessité d'approches intégrées pour renforcer la cohésion sociale et la gouvernance locale des ressources naturelles.

Typologie des conflits dans la zone d'étude

La figure 3 donne la répartition des types de conflits rencontrés dans la zone d'étude.

Figure 3 : Répartition des types de conflits par commune



A-A : Agriculteur-Agriculteur, A-E : Agriculteurs-Éleveurs, E-E : Éleveurs-Éleveurs, EP : Éleveurs-Pêcheurs, P-P : Pêcheurs-Pêcheurs, RL-PFNL : Exploitation des ressources ligneuses et Produits Forestiers Non Ligneux, H-D : Population hôtes et déplacés.

La figure 3 montre que, pour le cas de Mainé Soroa, les conflits les plus fréquents sont les conflits Agriculteurs–Éleveurs (16 %), les conflits liés aux Ressources Ligneuses/Produits Forestiers (14 %), les conflits autour du Foncier (12 %), les conflits entre Jeunes (12 %) les conflits liés à l'eau (12 %). Toutefois, on note également une présence non négligeable de conflits mentionnées entre agriculteurs (11%) et des conflits entre populations hôtes et déplacés (8%), alors que les conflits Agriculteurs-Pêcheurs et Éleveurs-Pêcheurs sont inexistantes.

Pour le cas de Diffa commune, les conflits les plus fréquents sont les conflits autour du foncier (16%), les conflits Agriculteurs-Éleveurs (14%), les conflits entre populations hôtes et déplacés (14%), les conflits entre agriculteurs et les conflits liés à l'eau (11%) respectivement. Les conflits les moins fréquents sont les conflits liés à l'exploitation des Ressources Ligneuses et des Produits Forestiers Non Ligneux RL-PFNL.

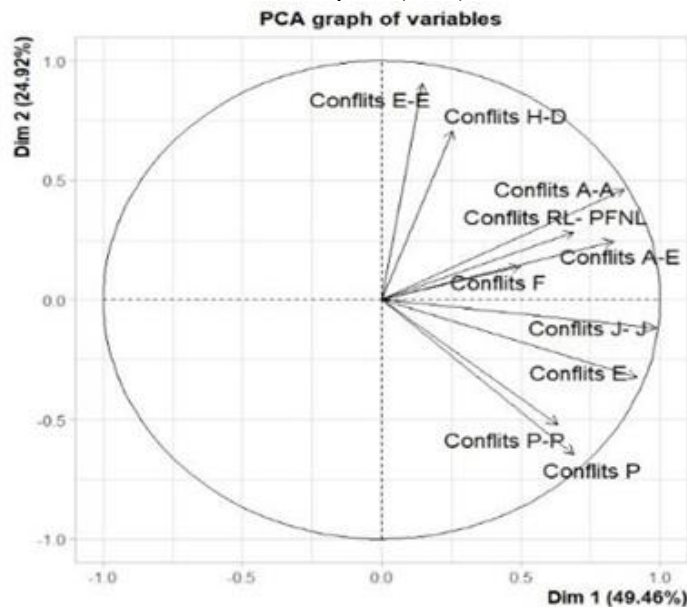
Dans les deux sites, les conflits Agriculteurs–Éleveurs (AE) sont parmi les plus importants, confirmant une tension structurelle centrale. Les conflits fonciers apparaissent également comme une source majeure de tension dans les deux localités.

A Mainé Soroa, le contexte est davantage marqué par les conflits entre Jeunes et les conflits liés aux ressources forestières tandis que Diffa est davantage marqué par les conflits Hôtes–Déplacés et une diversité plus marquée des tensions sociales.

Les conflits Agriculteurs–Pêcheurs et Éleveurs–Pêcheurs sont absents à Guidan-Kadji mais existent marginalement à Diffa, et les conflits Pêcheurs–Pêcheur restent très faibles et présents uniquement à Diffa.

La figure 4 présente le test d'Analyse en Composantes Principales (ACP) pour la typologie des conflits.

Figure 4 : Typologie et regroupement des conflits selon l'Analyse en Composantes Principales (ACP)



C_AA : Conflit Agriculteur-Agriculteur ; *C_EE* : Conflit Eleveurs-Eleveurs ; *C_F* : Conflit Foncier ; *C_J-J* : Conflit entre les Jeunes ; *C_P* : Conflit lié au Pâturage ; *C-AE* : Conflits Agriculteurs-Eleveurs ; *Conflits* ; *C-EP* : Conflits Eleveurs-Pêcheurs ; *C-AP* : Conflits Agriculteurs-Pêcheurs ; *C-PP* : Conflits Pêcheurs-Pêcheurs ; *C_E* : Conflits liés à l'Eaux ; *C_RL-PFNL* : Conflits liés à l'exploitation des ressources ligneuses et Produits Forestiers Non Ligneux ; *C_HD* : Conflits entre la population hôtes et déplacés.

Le test d'Analyse en Composantes Principales (ACP) pour la typologie des conflits a permis de classer ces derniers en trois (3) groupes ou dimensions. Parmi les conflits les plus fréquents, on trouve notamment les conflits Agriculteurs-Agriculteurs, les conflits Agriculteurs-Eleveurs, les conflits Eleveurs-Eleveurs, ainsi que les conflits entre les Jeunes qui sont

fortement corrélés avec une bonne corrélation positive dépassant 0,85. Ces conflits évoluent dans le même sens. Cela reflète des tensions structurelles internes aux communautés rurales (production agricole, pastoralisme et dynamiques sociales).

D'autres conflits affichent une corrélation moyenne, avec des valeurs comprises entre 0,5 et 0,7. L'analyse a relevé que les conflits Eleveurs-Eleveurs et ceux entre populations Hôtes-Déplacés évoluent dans la même direction, y compris les conflits Pêcheurs-Pêcheurs et ceux liés au pâturage. Ces associations traduisent des tensions liées à la pression foncière et aux ressources partagées, amplifiées par l'arrivée de déplacés.

Les conflits liés aux Ressources Ligneuses et Produits Forestiers Non Ligneux (C_RL-PFNL) restent marginaux, sauf dans certaines zones.

En résumé, l'ACP met en évidence trois grands pôles de conflits :

- Conflits productifs et sociaux internes (AA, AE, EE, Jeunes).
- Conflits liés à la cohabitation et aux ressources partagées (Éleveurs, Hôtes-Déplacés, Pêcheurs, Pâturage).
- Conflits spécifiques/marginaux (ressources ligneuses, pêcheurs-agriculteurs).

La figure 5 donne une visualisation des trois pôles présentés en plan factoriel.

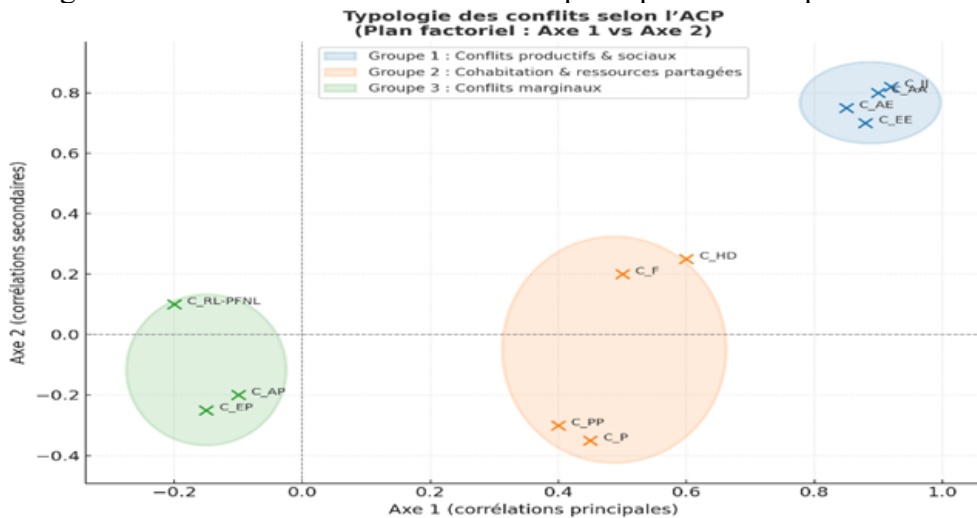


Figure 5 : Typologie et regroupement des conflits en plan factoriel de l'ACP

En plus des trois pôles ressortis, les axes factoriels permettent de voir les proximités :

- L'axe 1 traduit les conflits les plus structurants (agriculteurs, éleveurs, jeunes).
- L'axe 2 montre les corrélations secondaires (pâturage, pêche, cohabitation).

Cela montre que la gestion durable des terres agricoles, pâturages et ressources naturelles constitue le principal levier pour réduire les tensions, et que les déplacements de population constituent un facteur aggravant des conflits dans la cohabitation et le partage des ressources.

Causes spécifiques aux ressources naturelles

Dans la région de Diffa, notamment dans les communes urbaines de Diffa et Maïné Soroa, les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles se multiplient, exacerbés par une combinaison de facteurs socio-économiques et environnementaux. Le grignotement des limites des terres agricoles et l'accroissement rapide de la population diminuent significativement les terres cultivables, affectant la sécurité alimentaire des communautés. Simultanément, les dégâts posés par les animaux dans les champs, le non-respect des calendriers de libération et de fermeture des champs et le non-respect des couloirs de passage des animaux indispensables aux mouvements des éleveurs et leurs animaux, aggravent la situation. Par ailleurs, en traversant les eaux en quête de pâturage, les animaux piétinent et détruisent les matériels de pêche. Ceci engendre souvent des tensions entre les pêcheurs et les éleveurs. Ainsi, les points d'eau, essentiels pour les deux activités, constituent des sources de conflits, où l'accès à cette ressource vitale est souvent contesté. Les tensions entre pêcheurs et éleveurs sont accentuées par la forte compétition autour des plans d'eau à haut potentiel piscicole, combinée à l'insuffisance des puits pastoraux. Par ailleurs, certains facteurs sociaux tels que le chômage et l'ignorance poussent certaines personnes à abattre illégalement des arbres pour la vente du bois, aggravant davantage la dégradation environnementale. Dans cette situation, l'installation de déplacés dans les champs des agriculteurs et la distribution sélective de l'aide alimentaire compliquent davantage la situation, tout comme les disputes relatives au partage d'héritage qui viennent s'ajouter aux enjeux existants.

Conséquences sur les communautés et les ressources

La région de Diffa, en particulier dans les communes urbaines de Diffa et Maïné Soroa, est aujourd'hui confrontée à une avancée implacable du désert, menaçant les terres agricoles et provoquant la dégradation des champs de culture, augmentant exponentiellement la précarité des agriculteurs. Aussi, on dénote une intensification des crises sociales, qui se manifestent entre autres par une détérioration inquiétante des mœurs et des coutumes, marquée par une alternation négative des valeurs et des pratiques sociales traditionnelles. Des affrontements violents (flèches, couteaux et bâtons) ont souvent lieu dans la zone. La violence physique et verbale s'est

répandue avec la crise sécuritaire qui sévit dans la zone, entraînant des pertes en vies humaines.

Ces dernières années, la région de Diffa se trouve à un tournant critique où un conflit généralisé sévit depuis l'avènement de Boko Haram en 2014, ayant entraîné une tragédie humaine (déplacements sans précédent), ayant provoqué de surcroît d'énormes dégâts environnementaux ainsi que des perturbations du tissu social menaçant non seulement la sécurité physique des populations, mais également leur identité culturelle et leur cohésion sociale.

Lors des enquêtes, il est ressorti qu'à Diffa, 47% des personnes hôtes enquêtés ont répondu qu'il y avait une meilleure cohésion sociale avant l'arrivée des déplacés, contre 13% à Mainé Soroa.

Acteurs et mécanismes de gestion des conflits

La procédure de gestion des conflits (Figure 6) commence par une conciliation menée devant le chef du village ou de tribu, pour ensuite se poursuivre devant le chef de canton ou de groupement. Selon l'importance ou la gravité du conflit, la conciliation peut se faire devant les autorités administratives (préfet). En cas d'échec de la conciliation, le litige est porté à la connaissance de l'autorité judiciaire. Quant aux autorités religieuses, elles constituent un cas particulier. En effet, toutes, en pratique, sont souvent sollicitées par le juge, les autorités administratives, les chefs coutumiers lorsque le règlement des litiges ruraux le nécessite. Faute de preuve écrite ou de témoignage, le serment coranique est utilisé pour départager les parties. Malheureusement ce schéma est resté le même avant et après l'arrivée des déplacés, ne prenant pas souvent en compte leurs besoins.

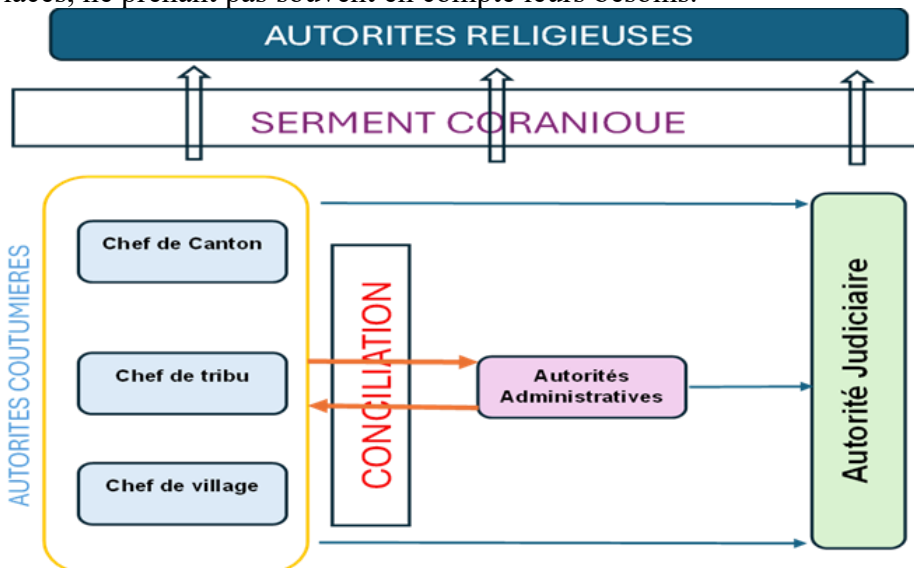


Figure 6 : Procédure de gestion des conflits

La figure 7 présente les modes de règlement des conflits dans la zone d'étude par les autorités coutumières, religieuses et judiciaires.

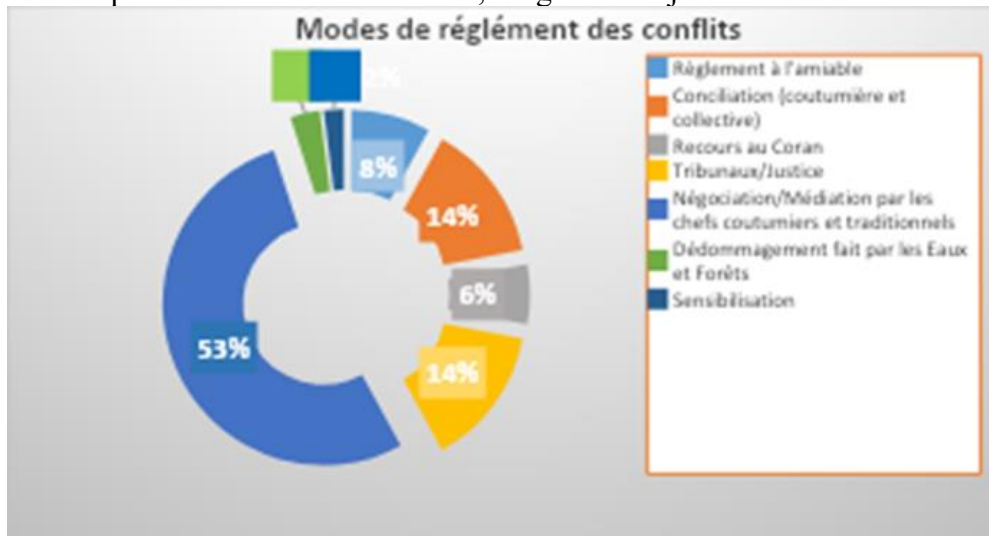


Figure 7 : Modes de règlement des conflits

Les résultats de la figure 7 montrent que la Négociation/Médiation par les chefs coutumiers et traditionnels est le mécanisme de résolution cité à 53% lors des entretiens, contrairement à la sensibilisation qui est le mécanisme de résolution le moins cité (2%). Selon les personnes interrogées, il y a eu 20 conflits sur le site de Guidan Kadji qui n'ont pas pu être résolus par les chefs coutumiers. Au tribunal la conciliation est privilégiée. La nature des conflits qui ont été renvoyés à la justice comprend ceux ayant engendré des bagarres avec effusion de sang, les cas de vols, les conflits dont les protagonistes refusent de s'entendre devant les autorités coutumières.

L'analyse factorielle de correspondance (AFC simple) (Figure 8) indique que les services techniques, grâce à leurs ellipses de confiance, adoptent un mode de règlement des conflits différent de celui des autres groupes. Ils privilégient les tribunaux, ainsi que les règlements par conciliation et à l'amiable. En revanche, les groupes composés d'hommes, de femmes et de jeunes utilisent d'autres méthodes, telles que le règlement par négociation/médiation, le règlement par dédommagement, le règlement par sensibilisation et le règlement selon le Coran. De plus, les groupes de discussion d'hommes et de jeunes ont tendance à recourir davantage au règlement par négociation/médiation, tandis que les leaders communautaires et les groupes de femmes privilégient des approches telles que la sensibilisation et le règlement selon le Coran.

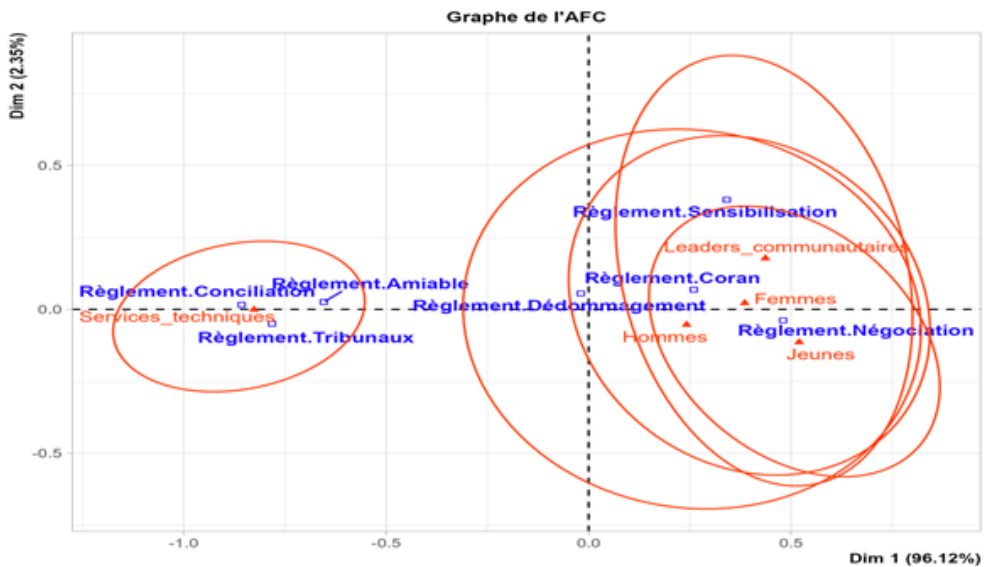


Figure 8 : L'analyse factorielle de correspondance

L'AFC réalisée met en évidence deux grandes tendances dans les modes de règlement des conflits liés aux ressources naturelles dans la région de Diffa. D'un côté, les mécanismes institutionnels tels que la conciliation, le règlement amiable et le recours aux tribunaux apparaissent fortement associés aux services techniques. Ces approches traduisent une orientation plus formelle, portée par l'État et ses structures décentralisées. De l'autre côté, les modes de règlement communautaires dominent, regroupant les leaders communautaires, les hommes, les femmes et les jeunes autour de pratiques telles que la sensibilisation, la négociation, le dédommagement et le recours au Coran. Cette seconde catégorie illustre une forte légitimité des mécanismes endogènes, privilégiés par les populations hôtes et déplacées. Cette situation met en lumière la nécessité de renforcer les passerelles entre dispositifs communautaires et institutionnels, afin de construire des mécanismes de règlement des conflits à la fois légitimes et efficaces.

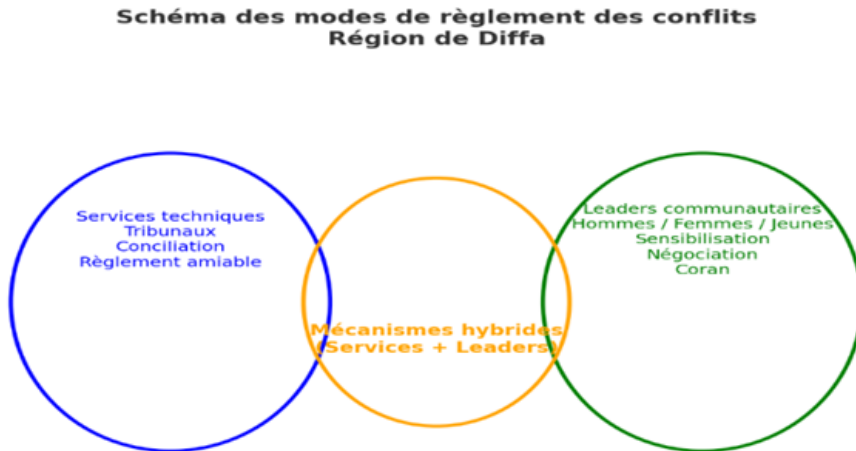


Figure 9 : Schéma des tendances principales des modes de règlement des conflits

Typologie et articulation des modes de règlement des conflits

Dans la région de Diffa, les mécanismes de règlement des conflits liés aux ressources naturelles reposent sur trois grands pôles : institutionnel, communautaire/religieux, et hybride. Ces mécanismes traduisent la coexistence de normes modernes (lois de l'État), de pratiques traditionnelles et religieuses, et de formes mixtes adaptées au contexte d'insécurité et de pluralité d'acteurs.

Le pôle institutionnel

Il regroupe les services techniques, les tribunaux, ainsi que les mécanismes de conciliation et de règlement amiable pilotés par l'administration locale. Ces dispositifs sont ancrés dans le droit positif nigérien et interviennent surtout lorsque les litiges nécessitent une reconnaissance légale (ex. conflits fonciers documentés). Cependant, leur efficacité est souvent limitée par la lenteur administrative et la faible accessibilité en milieu rural.

Le pôle communautaire et religieux

Ce pôle est animé par les leaders communautaires (chefs coutumiers, leaders religieux), les groupes sociaux (hommes, femmes, jeunes) et repose sur des mécanismes de négociation, de sensibilisation et de règlement par le Coran. Ces approches privilégient la médiation sociale, le compromis et l'équilibre communautaire. Elles apparaissent comme plus rapides et culturellement légitimes, mais peuvent souffrir de partialité et de rapports de pouvoir inégalitaires.

Le pôle hybride

Entre les deux se situent des dispositifs mixtes où services étatiques et leaders communautaires collaborent. Ces mécanismes hybrides permettent de renforcer la légitimité des décisions et d'éviter que les conflits ne s'aggravent. Ils apparaissent comme une voie de compromis et d'adaptation locale, mais nécessitent une meilleure coordination.

Chacun de ces pôles présente des forces et des faiblesses dont la synthèse est présentée dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3: Forces et faiblesses des mécanismes de gestion des conflits

Type de mécanisme	Acteurs principaux	Forces	Limites
Institutionnel (Tribunaux, Services techniques, Conciliation, Règlement amiable)	Services techniques de l'État, juges, autorités administratives	<ul style="list-style-type: none"> - Reconnaissance légale et formelle - Procédures officielles et documentation - Applicable aux litiges fonciers complexes 	<ul style="list-style-type: none"> - Accessibilité limitée en zone rurale - Lenteur administrative - Méfiance de certaines communautés vis-à-vis de l'État
Communautaire / Religieux (Négociation, Sensibilisation, Règlement par le Coran, Leaders communautaires)	Leaders coutumiers, leaders religieux, hommes, femmes, jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Rapide et culturellement légitime - Forte adhésion communautaire - Préservation de la cohésion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de partialité (influence des notables) - Faible prise en compte des femmes et jeunes - Pas toujours reconnu légalement
Hybride (Partenariat institutionnel et communautaire)	Leaders communautaires + autorités locales + parfois ONG	<ul style="list-style-type: none"> - Associe légitimité sociale et légalité - Meilleure prévention des conflits graves - Adaptabilité aux contextes de crise 	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination encore faible - Risque de chevauchement de compétences - Manque de cadre formel de coopération

Discussion

Interrelation conflits et déplacements de populations :

Les résultats obtenus révèlent que les dynamiques de conflits dans la région de Diffa s'inscrivent dans une configuration complexe où interagissent des facteurs sécuritaires, environnementaux et démographiques. Les résultats de cette étude suggèrent une relation circulaire entre déplacements et conflits. (i) D'une part, l'insécurité constitue la cause première des mouvements de populations. L'augmentation rapide des déplacements de populations, consécutive aux attaques de groupes armés et à l'instabilité régionale, accroît la population et modifie les équilibres socio-économiques locaux. La population de la commune de Diffa, estimée à 55 755 personnes en 2024 selon les projections de l'INS (INS, 2024), a connu une croissance de 169%, et celle de la commune de Diffa a quant à elle connu une croissance de 30%. (ii) D'autre part, l'installation de ces

populations déplacées, en concentrant une forte densité humaine sur des territoires à ressources limitées, constituent un facteur multiplicateur de tensions qui, si elles ne sont pas maîtrisées, risquent à leur tour de provoquer des déplacements secondaires. Les enquêtes révèlent en effet une montée en puissance des conflits opposant populations hôtes et déplacées. Hamet Mahamane & *al.*, (2023), ont également identifié l'apparition de ce type de conflit dans les quartiers de Diffa à forte concentration de déplacés. Ainsi, les déplacements ne sont pas uniquement une conséquence des conflits, mais deviennent aussi un facteur d'amplification de ceux-ci. Cette boucle rétroactive accentue la vulnérabilité des ménages et fragilise davantage la cohésion sociale.

En plus, l'étude a ressorti que la distribution de l'aide humanitaire, ciblant essentiellement les déplacés, est perçue comme inégale, accentuerait les sentiments de marginalisation et d'injustice. Ces tensions, bien que parfois qualifiées de « secondaires » par rapport aux litiges fonciers, traduisent un enjeu central : la reconfiguration des rapports sociaux dans un espace marqué par l'instabilité sécuritaire. Nathan & *al.* (2012) sont également parvenus aux conclusions qu'une augmentation de l'aide alimentaire américaine augmente la fréquence, le déclenchement et la durée des conflits civils dans les pays bénéficiaires et que les effets sont plus importants pour les conflits civils de moindre ampleur.

Par ailleurs, les résultats indiquent que les déplacés développent des stratégies de diversification économique (commerce, exploitation forestière, pêche) en raison de leur accès limité à la terre. Si cette adaptation réduit la pression directe sur les terres agricoles, elle entraîne de nouveaux déséquilibres. Les activités de coupe de bois, la surpêche et la pression sur les ressources pastorales fragilisent davantage l'environnement local et génèrent de nouveaux foyers de tensions. Kabirou (2025) a obtenu les mêmes résultats. Dans des circonstances similaires à celles de notre zone d'étude au Rwanda de 1994, lors de la guerre civile, le paroxysme de destruction des ressources naturelles a été atteint où plus de 700 000 réfugiés Hutus ont été installés dans des camps, à la limite du Parc national des Virunga (Pearce cité par Cyprien, 2018). Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature, en six mois, les réfugiés auraient détruit à peu près 300 km² du parc en cherchant du bois et de la nourriture (Pearce cité par Cyprien, 2018).

De leur côté, les populations hôtes, très dépendantes de l'agriculture, perçoivent ces transformations comme une menace à leur mode de vie, ce qui alimente la méfiance.

Conflits identifiés, facteurs amplificateurs et acteurs de gestion : ***Dynamiques des conflits identifiés :***

Un premier groupe de conflits pouvant être qualifié de **Conflits productifs et sociaux internes** a été identifié. En effet, les résultats obtenus à travers l'ACP révèlent une corrélation forte entre les conflits agriculteurs–agriculteurs, agriculteurs–éleveurs, éleveurs–éleveurs et ceux opposant les jeunes entre eux. Cette dynamique illustre des rivalités structurelles importantes liées à l'accès et au contrôle des ressources productives dans un contexte de forte pression démographique et environnementale. (Kabirou, 2025). Cela corrobore les résultats de l'analyse des conflits liés à la transhumance dans la région de Diffa (FAO, 2021) qui a identifié que l'annexion de la zone pastorale par l'agriculture suite à la baisse de la production dans les zones agricoles, constitue un des moteurs des conflits. Ces résultats corroborent également les analyses de Benjaminsen et *al.* (2008) et Moritz (2012) qui soulignent que les tensions foncières et pastorales constituent des foyers récurrents de conflictualité dans le Sahel. De même, les conflits entre jeunes témoignent d'une fragilisation des mécanismes traditionnels de régulation sociale et d'un chômage massif qui exacerbe les tensions intergénérationnelles. Ce constat est confirmé par la typologie des conflits réalisée en 2023 dans la commune de Diffa par MAHAMADOU BACHIR et *al.* (2023). Par ailleurs, le Rapport Thématique du WANEP (2020) démontre que le terrorisme constitue un facteur aggravant aux conflits agriculteurs éleveurs, ce qui illustre actuellement la situation de la région de Diffa.

Un autre groupe de conflits identifié est **lié à la cohabitation et aux ressources partagées**. Ce groupe concerne les tensions entre éleveurs, les conflits hôtes–déplacés, ainsi que les disputes entre pêcheurs et celles liées au pâturage, avec des corrélations moyennes. Ces corrélations traduisent des conflits d'usage qui émergent dans un contexte de pression démographique accrue par l'arrivée de populations déplacées. La compétition pour l'eau, les pâturages et les zones de pêche devient particulièrement vive dans les villages étudiés. Dans les communes voisines de Gueskérou et Chétimari, une étude conduite par Rabiou & *al.* (2019), a permis de mettre en évidence une forte anthropisation sur les maigres ressources ligneuses imputable à l'installation des personnes déplacées et réfugiées victimes de la crise Boko Haram, les principaux facteurs de pression étant essentiellement la collecte quotidienne de bois énergie, la production du charbon, la coupe du bois d'œuvres et de services, la cueillette des produits et organes des ligneux et l'exploitation du fourrage. Le même constat a été fait à l'Est du Tchad à la suite des mouvements des populations du fait des conflits armés au Darfour (Kessely, 2020). La forte croissance démographique qui a découlé de l'arrivée massive de réfugiés et déplacés du fait des conflits armés de l'Est du

Tchad, a été à l'origine de nombreux problèmes d'accès à la terre et des dégâts environnementaux. (Kessely, 2020). Les hôtes, déjà confrontés à la rareté des ressources, perçoivent parfois les déplacés comme des concurrents supplémentaires, ce qui alimente la méfiance et les tensions sociales. Toutefois, il convient de noter que cette cohabitation n'est pas uniquement source de conflits : elle peut aussi générer des opportunités de coopération économique, comme l'illustre le recours à la main-d'œuvre déplacée dans les champs ou les petits commerces. Ces dynamiques ambivalentes rejoignent les observations de Cees & al. (2016) sur les liens complexes entre mobilité humaine et conflits dans les zones rurales sahéliennes.

Un dernier groupe de conflits est constitué de **conflits marginaux**. L'analyse a en effet mis en évidence des conflits moins fréquents, tels que ceux opposant agriculteurs et pêcheurs, éleveurs et pêcheurs, ainsi que les conflits liés à l'exploitation des ressources forestières. Leur occurrence réduite ne signifie pas qu'ils soient négligeables. Au contraire, dans certaines zones fortement peuplées comme à Marma Kiméri dans la commune de Diffa où les pêcheurs venus du lit du Lac Tchad et des bordures de la Komadougou cohabitent avec les éleveurs, ces tensions peuvent devenir des foyers de fragilité sociale et écologique. Les produits forestiers non ligneux, par exemple, constituent des ressources vitales pour les ménages pauvres, en particulier pour les femmes qui en tirent une partie importante de leurs revenus (Salisu & al., 2021).

Principaux facteurs d'amplification des conflits :

L'un des principaux enseignements est que les conflits sont étroitement liés à la rareté croissante des ressources foncières et hydriques. Ceci est particulièrement vrai dans le lit du Lac Tchad, comme l'a souligné Salisu & al. (2021) dans son analyse des conflits liés aux ressources et les défis environnementaux dans le bassin du Lac Tchad. Ce dernier a en effet remarqué que " la démographie et les défis environnementaux qui en découlent dans le bassin du lac Tchad ont une grande incidence sur les conflits entre les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs qui dépendent exclusivement des terres et de l'eau disponibles pour leur survie.". Le pâturage, quant à lui, devient de plus en plus disputé, surtout en période de soudure. Ceci illustre bien la théorie de la « ressource scarcity » développée par Thomas F. Homer-Dixo (1994), selon laquelle la raréfaction des ressources entraîne des conflits récurrents, particulièrement dans des contextes de forte croissance démographique et de faibles capacités institutionnelles de régulation. En revanche, d'autres études suggèrent un rôle important de prévention et de gestion des conflits et affrontements lorsque les ressources partagées sont dressées en réserves protégées. C'est le cas du parc du « W » dont la gestion par les pays qui le partage a réussi

pendant longtemps à éviter les nombreux conflits et affrontements transfrontaliers qui ont ravagé d'autres parties de l'Afrique (Dramé and *al.*, 2015).

Un second facteur amplificateur réside dans l'insécurité persistante liée aux activités de groupes armés non étatiques dans la zone du Lac Tchad. Les déplacements massifs de populations qu'elle engendre accentuent la pression sur les ressources locales et reconfigurent les rapports sociaux dans un milieu déjà vulnérable. A l'Est du Tchad par exemple, les conflits avaient causé un drame aux multiples conséquences en termes de vulnérabilité dans l'accès aux ressources et aux services sociaux de base corroborent bien le drame humanitaire que ces événements (Kessely, 2020). A Diffa également, l'implantation de sites de déplacés à proximité des villages ou sur des terres cultivées bouleverse les rapports de voisinage et crée de nouvelles lignes de fracture. Les résultats montrent ainsi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que les litiges fonciers, représentent les types de tensions les plus fréquents. Plusieurs études confirment cette corrélation entre la pression démographique sur les ressources naturelles et la naissance et/ou l'amplification des conflits (Emmanuel Chauvin & al., 2020 ; Thomas F. Homer-Dixo, 1994 ; Adam, 2022). Il s'agit en effet d'antagonismes, auparavant latents ou circonscrits, qui se trouvent amplifiés par l'arrivée de populations dont les besoins s'ajoutent à ceux des communautés hôtes, et créant les conditions d'une cohabitation difficile et de conflits sociaux émergents. Toutefois, ces déplacés ne sont pas uniquement des facteurs de tension : ils participent également à l'économie locale à travers le travail salarié, le petit commerce ou la diffusion de nouvelles pratiques agricoles. Leur rôle ambivalent mérite donc d'être reconnu et intégré dans les politiques publiques et humanitaires.

Au-delà des aspects matériels, les conflits prennent racine dans des dynamiques sociales. Les résultats obtenus par la présente étude confirment que les conflits ne sont pas seulement des disputes pour des ressources mais aussi des expressions d'inégalités sociales et institutionnelles persistantes. L'étude a identifié des tensions intergénérationnelles traduisant souvent un sentiment de marginalisation des jeunes qui se trouvent exclus des circuits de décision et privés d'opportunités économiques. La typologie des conflits conduite dans la ville de Diffa confirme l'importance de conflit des jeunes à travers les résultats obtenus dans les quartiers de la ville, donnant de fois naissance à des violences ouvertes avec utilisation des armes blanches (Mahamadou Bachir et *al.*, 2023).

Acteurs et mécanismes de gestion des conflits :

La gestion des conflits repose largement sur les autorités coutumières (chefs de village, chefs de canton) et religieuses qui jouent un rôle central

dans ce domaine. Celles-ci interviennent en première ligne à travers des procédures de conciliation. Le recours au serment coranique illustre l'importance de la légitimité religieuse dans la résolution des litiges. Ces mécanismes endogènes permettent souvent une résolution rapide et socialement acceptée des disputes. MAHAMADOU BACHIR *et al.* (2023) ont trouvé les mêmes résultats dans la ville de Diffa. Leur étude a souligné que dans le processus de gestion des conflits les chefs des quartiers et les imams jouent un rôle capital. (Mahamadou Bachir *et al.*, 2023).

Cependant, ces autorités présentent aussi des limites : elles peuvent manquer d'impartialité et ne prennent pas toujours en compte les intérêts des déplacés, qui ne sont pas intégrés dans les structures coutumières locales.

En cas d'échec des conciliations coutumières, les autorités administratives (préfet) et judiciaires prennent le relais. Leur intervention formalise le règlement des litiges mais reste souvent limitée par un manque de proximité avec les populations et par la lenteur des procédures. L'articulation entre régulation coutumière et institutions étatiques demeure donc fragile, ce qui accentue la méfiance des populations envers l'État. La complémentarité entre ces niveaux d'autorité constitue un enjeu majeur pour renforcer la gouvernance locale. Toutefois, il n'en demeure pas moins que ces acteurs mènent une gestion arbitraire dans certains cas, comme souligné par Cees & *al.* (2016). Selon une étude sur le développement du pastoralisme au Sahel, les structures de résolution des conflits contradictoires et arbitraires, qu'elles soient traditionnelles ou gouvernementales, constituent des facteurs d'accélération de la transformation des conflits en violence au Sahel (Cees *et al.*, 2016).

L'analyse des mécanismes de résolution des conflits montre que, malgré une pluralité d'approches (coutumières, religieuses, institutionnelles), l'efficacité de ces dispositifs reste limitée face à l'ampleur et à la complexité des tensions. Les modes traditionnels de régulation, centrés sur la médiation et le recours au Coran, conservent une légitimité sociale mais apparaissent insuffisants pour traiter des litiges impliquant des populations nouvellement arrivées, dont les attentes et besoins ne sont pas intégrés. De plus, les dispositifs institutionnels souffrent d'un déficit d'accessibilité et de lenteur, ce qui réduit leur pertinence dans des contextes de crise. Volker *et al.* (2009) avaient souligné ce constat en remarquant que « les systèmes de gouvernance et de régulation en contexte postcolonial sont hybrides — mêlant institutions modernes et structures coutumières — mais ces hybrides peinent à être efficaces sans coordination claire ». Cette situation souligne l'importance de mécanismes hybrides capables d'articuler légitimité communautaire et reconnaissance légale.

Innovations locales observées :

L'étude a également mis en évidence l'émergence de dispositifs hybrides, faisant allusion notamment aux commissions foncières de base (COFOB), les conventions de gestion des ressources et les cadres de concertation HIMO. Quoi qu'impulsées pour la plupart par la volonté de l'Etat de formaliser les mécanismes locaux (à l'image des commissions foncières), ces innovations montrent la capacité des communautés à expérimenter des formes de gouvernance adaptées au contexte. Cependant, du fait que les acteurs qui les constituent sont les mêmes acteurs locaux de gestion traditionnelle des conflits, le recours à ces cadres est assimilé par les communautés au recours aux acteurs pris individuellement (autorités traditionnelles par exemple). Elles constituent toutefois des leviers prometteurs pour institutionnaliser une gestion inclusive et participative des ressources naturelles, à condition d'être soutenues par des politiques publiques cohérentes. MAHAMADOU BACHIR *et al.*, (2023) ont remarqué que dans la ville de Diffa, il existe de mécanisme officiel de gestion de conflit comme la commission foncière communale (COFOCOM) et la commission foncière de base (COFOB) qui jouent un rôle important dans la gestion et la prévention de conflit.

Conclusion

Cette étude, conduite dans la région de Diffa, a permis (i) d'analyser les déplacements de populations et les conflits sur la gestion des ressources naturelles et, (ii) les interrelations entre les deux. L'étude a mis en lumière que les dynamiques conflictuelles dans la région de Diffa sont en étroite imbrication avec l'accès aux ressources naturelles, les déplacements forcés de populations et les tensions sociales.

Les résultats de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) ont permis de distinguer trois pôles majeurs de conflits : les conflits productifs et sociaux internes, les conflits liés à la cohabitation et à l'usage des ressources partagées, et les conflits spécifiques et marginaux. L'analyse révèle que la rareté croissante des ressources, exacerbée par les aléas climatiques et la pression démographique, constitue un facteur déterminant dans l'émergence et l'intensification de ces conflits. L'étude montre également que les déplacements massifs liés à l'insécurité reconfigurent les rapports sociaux et fonciers, en accentuant la compétition mais aussi en ouvrant des opportunités économiques nouvelles.

Par ailleurs, les mécanismes endogènes de gestion (conciliation coutumière, recours religieux, conventions locales) jouent un rôle central, même si leurs limites apparaissent face à la complexité croissante des conflits. L'analyse met toutefois en évidence que si les approches coutumières conservent une forte légitimité sociale, elles montrent leurs

limites face à la complexité des enjeux contemporains, notamment ceux liés à la mobilité des populations, à la pression foncière et à la pluralité d'acteurs intervenant dans la gouvernance locale. Les dispositifs institutionnels, malgré des avancées normatives, restent souvent perçus comme distants ou inefficaces, en raison de lourdeurs administratives et d'un déficit de proximité. L'émergence de mécanismes hybrides – tels que les COFOB, COFOCOM, conventions locales de gestion ou cadres de concertation – révèle cependant une dynamique positive d'adaptation. Ces espaces traduisent une volonté des communautés et de l'État d'articuler légitimité coutumière et reconnaissance légale. Toutefois, leur efficacité dépend encore de leur appropriation locale, de la clarté des mandats et du soutien politique et institutionnel dont ils bénéficient.

En somme, les conflits observés ne relèvent pas seulement d'une lutte pour les ressources matérielles, mais traduisent également des inégalités sociales, des fragilités institutionnelles et des recompositions territoriales profondes. Comprendre ces dynamiques est essentiel pour proposer des réponses adaptées, capables de renforcer la résilience des communautés locales. L'enjeu central demeure la capacité des institutions à articuler la coexistence de plusieurs systèmes de normes avec une vision cohérente du développement territorial et de la paix sociale.

Conflit d'intérêts : Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Adam, H. (2022). "Boko Haram: the impacts of insurgency on Pastoralists and Farmers". Dans *Afrique contemporaine* 2022/2 N° 274, pages 163 à 169 Éditions Association Nouvelle Afrique contemporaine ISSN 0002-0478 DOI 10.3917/afco1.274.016. Article disponible en ligne à l'adresse <https://shs.cairn.info/journal-afrique-contemporaine-2022-2-page-163?lang=e>
2. Cees, D. H., Etienne, D., Bernard, G., & Catalina, Q. (2016). "Pastoralism Development in the Sahel. A Road to Stability?". World Bank Group.
3. Comité d'Organisation de Diffa N'Glaa (CODN), 2020. Etude d'Impact Environnemental et Social des projets d'aménagement, de pavage et de réhabilitation des routes de la ville de Diffa dans le

- cadre du Programme Diffa N’Glaa d’environ 25 km, 161p. [Rapport-d’Etude-d’Impact-Environnemental-de-Social.pdf](#)
4. Conseil Régional de Diffa (CRD), (2015). Plan de développement régional de Diffa, 2016-2020 Version Finale, 272p. <https://crdia.org/wp-content/uploads/2021/09/Version-Finale-PDR-Dia.docx>
 5. Cochran, WG. (1977), Sampling Techniques, 3rd Edition, Wiley.
 6. Cyprien D. (2018). « La protection de l’environnement en période de conflit armé. Mémoire pour le Master 2 Droit public général ». Université de Rennes 1 Faculté de Droit et de Science politique, 120 p.
 7. Aisséto, DY. (2023). Ressources naturelles et gestion des conflits ; cours à l’Université Abdou Moumouni, Niamey, Niger, 100p.
 8. Aisséto, DY., Diallo, DB., & Juliette, KB. (2015). The "W" International Peace Park: Transforming Conservation and Conflict in West Africa. PP. 127 -140 Peace Parks. Conservation and Conflict Resolution edited by Saleem H. Ali. The MIT Press Cambridge, Massachusetts, London, England.
 9. Emmanuel, C., Olivier. L., Christian, S., & Catherine, B. (2020). Conflits et violences dans le bassin du lac Tchad : Actes du XVIIe colloque Méga-Tchad. Nouvelle édition [en ligne]. Marseille : IRD Éditions, 2020 (généré le 18 décembre 2020). Disponible sur Internet. ISBN : 9782709928298. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.38242>.
 10. FAO, (2021). Le Niger – Analyse des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles : Note de synthèse. 16p.
 11. Hamit Kessely, B. (2020). Migration sous contrainte et vulnérabilité dans l'accès aux ressources et aux services sociaux de base des déplacés de Kimiti, Est du Tchad. Thèse Unique de Doctorat en Géographie. Spécialité : Géographie des migrations. Université Abdou Moumouni de Niamey.
 12. Kabirou, HA. (2025), Caractérisation des conflits liés à la gestion des ressources naturelles face aux déplacements de populations dans la région de Diffa. Mémoire pour le Master ès –Sciences Agronomique. Faculté d’Agronomie, Université Abdou Moumouni de Niamey. 56 pages.
 13. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), (2023). Rapports sur le retour des réfugiés, 5p.
 14. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), (2023). Niger: Situation des réfugiés et des personnes déplacées, 16p.
 15. Institut National de la Statistique (INS), (2016). Monographie Régionale de Diffa. [Monographie_Regionale_Diffa.pdf](#)

16. Institut National de la Statistique (INS), (2016). Projections démographiques du Niger Horizon 2012-2024, PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES DU NIGER
17. Abdoukadi, L., Boubacar, Y., & Philippe, L. (2018). "Pastoral and agropastoral household economy in the region of Diffa (Niger): between poverty and vulnerability". *Journal of Animal & Plant Sciences*, 2018. Vol.38, Issue 3: 6326-6335.
18. Hamet Mahamane, MB., Biri, B., & Mechergui, R. (2023). « Typologie de conflits ruraux et mécanisme de résolution dans la région de Diffa : cas de la commune urbaine de Diffa ». ISSN 2605-6496. *Journal of the Geopolitics and Geostrategic Intelligence*, Vol. 4, No°2, pp 153-169 May2023.
19. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf?utm
20. Mamane Taher, BBF., (2018). Evaluation de la consommation alimentaire des ménages dans la commune urbaine de Diffa, mémoire de fin du cycle licence à Université Abdou Moumouni/ Faculté d'Agronomie ; 31p.
21. Mark, M. (2012). "Pastoral intensification in West Africa: implications for sustainability". *Journal of the Royal Anthropological Institute (N.S.)* 18, 418-438 © Royal Anthropological Institute 2012.
22. Nunn, N., & Qian, N. (2012). Aiding Conflict: The Impact of U.S. Food Aid on Civil War. NBER Working Paper 17794.
23. OCHA Niger (2024). Diffa - Situation des mouvements de populations dans la région (Au 30 avril 2024) (Niger : Diffa - Situation des mouvements de populations dans la région (Au 30 avril 2024) | OCHA),
24. Organisation internationale pour les migrations (OIM), (2023). *Glossaire sur la migration*, 248
25. Rabiou, H., Mahamane, M., Issaharou-Matchi, I., & Mahamane A. Impact de L'installation des Camps des Réfugiés, Retournés et Déplacés sur L'exploitation des Ressources Ligneuses dans la Région de Diffa. *European Scientific Journal* December 2019 edition Vol.15, No.36 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431 <http://dx.doi.org/10.19044/esj.2019.v15n36p118>
26. Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), (2020). Atténuer les conflits agropastoraux en Afrique de l'Ouest : la nécessité de réviser les moyens d'actions pour l'application effective des recommandations. *Rapport thématique*, 9p.
27. Salisu, I. H., Ahmed, U., & Usman, GU. (2021). Resource Conflict and Environmental Challenges in the Lake Chad Basin: An Analysis of the sedentary farmers and Nomadic Pastoralists Conflict in

- Nigeria. Department of Political Science, Federal University of Kashere P.M.B 0182, Gombe State-Nigeria.
28. Thomas, FH-D. (1994). "Environmental Scarcities and Violent Conflict: Evidence from Case". *International Security*, Volume 19, Number 1, Summer 1994, pp. 5-40 (Article)
 29. Tor, A., Koffi, A., Halvard B/ & Jill TB. (2012). "Does Climate Change Drive Land-Use Conflicts in the Sahel?". *Journal of Peace Research* 2012 49: 97 DOI: 10.1177/0022343311427343. The online version of this article can be found at <http://jpr.sagepub.com/content/49/1/97>
 30. Volker, B., Anne, B., Kevin C., & Anna N., (2009). "Building Peace and Political Community in Hybrid Political Orders." *International Peacekeeping*, 16(5), 599–615.